

CES PRINTEMPS?

ÉGYPTE

Retour à la case départ

LAURA-JULIE PERREAULT

Le 11 février, la rue égyptienne a fait fuir le dictateur Hosni Moubarak, issu des rangs militaires du pays. Le 3 juillet 2013, l'armée a repris le pouvoir.

« En Égypte, cinq ans plus tard, c'est une réhabilitation de l'ancien régime. C'est cependant un régime plus jeune, plus musclé et plus déterminé que le précédent qui s'était ramolli au cours des longues années au pouvoir », dit Antoine Basbous, directeur de l'Observatoire des pays arabes.

Le politologue voit peu de bonnes nouvelles du côté égyptien. La dissidence d'avec le régime, dit-il, est plus réprimée que jamais. « Tout le monde est dans le même sac et peut se retrouver en prison », note M. Basbous.

Résultat : le président Abdel Fattah al-Sissi est aujourd'hui un intouchable et la résistance s'est radicalisée. « La contestation s'est transformée en terrorisme dans le nord du Sinaï. Et avec les Frères musulmans, qui avaient une entente tacite avec le régime Moubarak, c'est maintenant la guerre ouverte », ajoute Antoine Basbous.

Cette instabilité, qui a atteint un paroxysme lorsqu'un avion russe a été abattu au-dessus du Sinaï en octobre, a de graves conséquences économiques et fait fuir tant les touristes que

les investisseurs, ajoute l'auteur du *Tsumani arabe*.

Seul élément encourageant au tableau : la découverte de gisements gaziers. « Avec le rajeunissement de la junte au pouvoir et la rapidité

de prise de décision, cette découverte permettra au pays de devenir indépendant sur le plan énergétique, dit Antoine Basbous. C'est un élément capital pour l'avenir du pays. »

TUNISIE

Naissance d'une démocratie

LAURA-JULIE PERREAULT

Premier pays à avoir renversé le dictateur en place, la Tunisie est de loin le pays qui a connu les plus grandes améliorations depuis le Printemps arabe.

Tout n'y est pas rose pour autant. « Ça ne va pas très bien, ni sur le plan économique, ni sur le plan sécuritaire, mais il y a des jalons qui ont été posés et qui marquent d'importantes avancées », dit Stéphanie Wenger, journaliste franco-canadienne et auteure de *Jours tranquilles à Tunis*, publié l'automne dernier.

C'est surtout sur le plan politique que le pays a progressé, selon la journaliste qui a passé quatre ans en Tunisie. « Il y a eu une élection d'une assemblée constituante, deux élections législatives et une élection présidentielle. Les

Tunisiens ont adopté une Constitution dans laquelle il y a beaucoup d'avancées. On voit aussi un grand dynamisme au sein de la société civile, qui se bat pour les droits des femmes, des minorités et tente des poursuites contre les infractions commises sous la dictature, note M^{me} Wenger. Tout ça, c'est des acquis, et ce serait difficile de revenir en arrière ».

L'auteure note cependant que la situation sécuritaire se détériore rapidement. En 2015 seulement, le pays a été frappé par trois attentats meurtriers. « Et pour le moment, la réponse des autorités n'est pas très convaincante », note-t-elle.

Même constat pour l'économie, qui était au cœur du soulèvement de la révolution de jasmin. « Il n'y a pas eu de vraies réformes », constate Stéphanie Wenger.

ALGÉRIE

La révolte qui n'a pas eu lieu

AGNÈS GRUDA

Avant même que la Tunisie n'entre en ébullition, l'Algérie a connu quelques jours d'émeutes provoquées par des rumeurs annonçant une hausse imminente des prix de l'huile et du sucre. Le gouvernement a immédiatement réagi en faisant taire ces rumeurs.

Quand la vague de révolte a soulevé l'Égypte et la Tunisie, des opposants algériens ont espéré un effet de contagion. Ils ont essayé d'organiser des manifestations hebdomadaires, inspirées des grands rassemblements de la place Tahrir. Mais le peuple n'a pas suivi.

Deux raisons expliquent ce « non-Printemps » algérien, dit Miloud Chennoufi, spécialiste du Maghreb et du Moyen-Orient au Collège des Forces canadiennes, à Toronto. « Il y a eu une

mobilisation extraordinaire des forces de sécurité. Mais aussi, les gens ne sont pas sortis dans les rues car ils avaient en mémoire l'expérience des années 80 et 90, alors qu'une brève expérience de démocratisation avait abouti à une victoire électorale d'un groupe religieux extrémiste. »

Résultat : dans les années 90, le pays a basculé dans le sang. Un épisode qui a dissuadé la population de suivre ses élites laïques et modernistes sur le chemin de la protestation, selon Miloud Chennoufi.

Enfin, dès les balbutiements des « Printemps arabes », le gouvernement algérien a annoncé une série de réformes pro-emploi et anticorruption qui ont contribué à apaiser le climat social. L'Algérie est toutefois menacée par la présence de groupes armés chez ses voisins, la Libye et la Tunisie.

Yémen Une catastrophe annoncée

L'évolution « catastrophique » de la situation du Yémen, aujourd'hui dévasté par une guerre civile, était facilement prévisible en 2011, souligne Thomas Juneau, de l'Université d'Ottawa. « Tous les facteurs étaient en place. C'était une question de quand et de comment. » Le caractère dictatorial et corrompu du régime d'Ali Abdallah Saleh, les velléités séparatistes de la population du sud du pays, la présence active d'une branche d'Al-Qaïda, l'action dans le Nord des houthis, des rebelles chiites, ainsi que la pauvreté de la population et le manque de ressources favorisaient l'instabilité. Après une année de manifestations, le chef d'État a dû abandonner son poste en 2012 et a été remplacé par son vice-président. Celui-ci a été chassé à son tour en 2014. Avec l'aide de l'Iran, mais aussi de Saleh lui-même, l'Arabie saoudite a pris la tête d'une coalition pour faire reculer les insurgés. Plus de 6000 personnes sont mortes dans le conflit, aujourd'hui dans l'impasse. — Marc Thibodeau

Jordanie Le spectre syrien

Le président tunisien Zine el-Abidine Ben Ali s'accroche encore à son poste quand des milliers de Jordaniens descendent dans la rue pour protester contre une hausse soudaine du prix des aliments. Le régime réagit rapidement. Le roi Abdallah, dont l'autorité reste intacte, forme un nouveau gouvernement qui augmente les salaires des fonctionnaires et réduit le prix des denrées de base. La violence qui s'empare ensuite de la Syrie voisine agit comme un repoussoir. En juin, le roi annonce des réformes qui marquent la fin de la vague de révolte. « Le roi Abdallah a l'habitude de faire taire les révoltes en promettant des réformes », rappelle Thomas Juneau, spécialiste du Moyen-Orient à l'Université d'Ottawa. Cette fois, la manœuvre est purement cosmétique. « La Jordanie reste une dictature brutale et les problèmes économiques de 2011 sont toujours présents. » — Agnès Gruda

Maroc Le roi prévoyant

Un mois après les premières manifestations, le roi Mohammed VI a annoncé une vaste réforme constitutionnelle qui a été adoptée par référendum avant la fin de 2011. Cette réforme donnait notamment plus de pouvoirs au Parlement et rendait les résultats des élections exécutoires – ce qui n'était pas le cas auparavant. Cet aspect de la réforme a été crucial, selon Miloud Chennoufi, professeur de relations internationales au Collège des Forces canadiennes, à Toronto. « Traditionnellement, c'était le roi qui décidait quel parti allait gouverner le pays, et il ne choisissait pas forcément le parti gagnant. » La monarchie marocaine a rapidement compris qu'elle devait assouplir son modèle démocratique, qui fait consensus aujourd'hui. Résultat : les dernières élections ont donné le pouvoir à un parti islamiste modéré. Le roi Mohammed VI a agi en amont des révoltes, mais il pouvait se le permettre : les Marocains sont profondément attachés à la monarchie... — Agnès Gruda